



Lycée Navarre-Leclerc.

Une secrétaire en retraite pas remplacée : profs et agents administratifs en grève

Une secrétaire du lycée Navarre-Leclerc d'Alençon part à la retraite cet été. Selon la FSU, elle ne sera pas remplacée à la rentrée. Le syndicat a appelé à la grève mardi 29 mars.

La tension monte, depuis quelque mois, dans les rangs des enseignants et des agents administratifs du lycée Navarre-Leclerc qui font face à « moins d'encadrants avec une population de plus en plus en difficulté ».

La goutte d'eau a fait déborder le vase, mardi 22 mars, quand la FSU a eu connaissance de la suppression d'un poste de secrétaire à la vie scolaire.

« Un poste clé de la vie scolaire »

« Elle fait valoir ses droits à la retraite, du coup la suppression de poste tombe sur notre établissement ! Or, ce poste d'agent administratif est un poste clé dans le fonctionnement du lycée puisque celle qui l'occupe encore à ce jour est chargée des dossiers des élèves, de leurs inscriptions, etc. Une tâche rendue plus ardue depuis la dématérialisation puisque l'établissement est, en plus, sur deux académies car il accueille notamment des élèves de la Sarthe », détaille Benoît Erhmann, délégué syndical de la FSU, non sans souligner que **« ce poste figure encore au mouvement mais sa suppression devrait être actée mardi 29 mars lors du comité technique à Caen ».**

Aussi, pour s'opposer à cette décision de suppression, le syndicat a appelé à la grève des enseignants et du personnel administratif des deux sites Marguerite-de-Navarre et Leclerc, mardi 29 mars.

« La fusion des deux lycées, contre laquelle nous nous étions mobilisés, a été actée en 2018 au motif notamment de fluidifier les relations et de simplifier les actes administratifs ! Mais la dématérialisation les rend plus complexes ! », poursuit le syndiqué.

Une insécurité croissante

Depuis quelques années, la dotation horaire globale de l'établissement diminue et des postes sont supprimés. **« On a perdu un CPE, un agent comptable et le contexte pour exercer est de plus en plus difficile car l'insécurité croissante qui est dénoncée dans le quartier de Perseigne se répercute dans notre établissement. Un comité interministériel de lutte contre les stupéfiants s'est d'ailleurs tenu récemment à Alençon et les ministres sont venus dans le quartier mais ils n'ont pas entendu les chefs d'établissement de ce quartier ! »**

Le 19 janvier de cette année, la FSU a demandé une audience auprès du Directeur académique des services de l'Éducation nationale (Dasen). **« Il nous a reçu et a entendu nos demandes d'augmentation de postes de CPE, d'AESH, de surveillants, d'AED et d'encadrants parce que nous avons de plus en plus d'élèves allophones (dont la langue maternelle n'est pas le français, ndlr) et cette demande d'audience a eu lieu avant la Guerre en Ukraine alors qu'il faut nous attendre maintenant à accueillir de jeunes élèves ukrainiens, mais rien n'y a fait depuis. »**

« 40 % d'élèves défavorisés »

Le syndicat a fait parvenir une motion au conseil d'administration de l'établissement du 21 février. Mais rien de plus depuis. Si ce n'est cette nouvelle annonce de suppression d'un poste d'agent administratif.

« Le rectorat doit considérer que nous sommes surdotés. Or, nous avons à cœur d'accueillir notre public dans les meilleures conditions. Pour cela, nous réclamons des moyens humains supplémentaires. »

Les syndicalistes signalent qu'en 2000, **« le lycée Navarre accueillait 20 % d'élèves défavorisés : boursiers et issus des classes socio-professionnelles moins »** autrement dit des enfants issus de foyers touchés par la précarisation et la paupérisation.

« En 2022, ils sont désormais 40 % sur le lycée Navarre-Leclerc donc les conditions d'accueil d'un public plus fragile nécessitent des moyens supplémentaires. Or, les baisses successives d'heures d'enseignement pédagogique et les suppressions de postes ne constituent pas un bon signal envoyé à l'ensemble de notre communauté éducative. L'attribution de moyens est décidée sans prise en compte de nos réalités de terrain. »

Et Benoît Ehrmann, délégué FSU de conclure : **« Manifestement, l'Éducation Nationale et notamment le lycée Navarre-Leclerc ne sont pas concernés par le "Quoi qu'il en coûte" ! »**

Karina PUJEOLLE



Des enseignants et personnels administratifs du lycée Navarre-Leclerc d'Alençon ont débrayé, jeudi 24 mars, pour s'opposer à la suppression d'un poste d'agent administratif.